

AR PREFECTURE

017-211701636-20191015-20191002-DE
Regu le 23/10/2019

ELABORATION DU PLU DE FONTAINES D'OZILLAC

BILAN DE LA CONCERTATION

L'article L. 103 2 du Code de l'urbanisme dispose que préalablement à la phase d'élaboration du PLU, le conseil Municipal doit délibérer sur les objectifs poursuivis et sur les modalités de la concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet les habitants, les associations locales et toutes les autres personnes concernées.

LES MODALITES DE LA CONCERTATION

La délibération du Conseil Municipal du **20 juin 2014** prescrivant l'élaboration du PLU, a défini les modalités de concertation avec la population de la manière suivante :

- **Affichage en mairie de panneaux faisant apparaître les orientations et les plans schématiques relatifs au contenu du PLU et notamment au PADD.**
- **La mise à disposition du public en mairie d'un registre/cahier où des observations pourront être renseignées.**
- **La tenue d'une ou plusieurs réunions publiques d'informations.**
- **Et tout autre modalité complémentaire de concertation : bulletin municipal...**

LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONCERTATION

La concertation s'est déroulée selon les modalités suivantes :

- **Panneaux d'expositions affichés dans le hall de la mairie et à la bibliothèque pendant les travaux :**
 - **A partir du 26/10/2016** : présentation de la démarche d'élaboration du PLU, présentation du diagnostic et du PADD (4 panneaux)
 - **A partir du 04/07/2019** : compléments apportés à l'exposition avec l'évolution du panneau présentant le PADD modifié et le projet de zonage (2 panneaux). Elle est accompagnée du projet de PADD et d'un document explicitant les pièces réglementaires.

Cette exposition et son évolution ont été annoncées par avis distribués dans les boîtes aux lettres (en date du 17/10/2016 et du 21/06/2019), lors des réunions publiques où les panneaux ont été présentés.

- **La mise à disposition du public en mairie d'un registre/cahier où les observations peuvent être consignées, depuis le début du lancement de l'étude (début 2015).** Le registre a été clôturé ce jour, date du bilan de la concertation. 6 remarques ont été faites par le biais de courriers qui ont été agrafés au cahier.

L'existence de ce registre a été annoncée et rappelée à la population par avis distribués dans les boîtes aux lettres et lors des réunions publiques.

– **La tenue de 2 réunions publiques**

- **1^{ère} réunion publique le 26/10/2016**: inauguration de l'exposition et présentation du diagnostic et du PADD. La réunion a été annoncée par la commune par avis distribué dans les boîtes aux lettres et par un entrefilet dans la presse locale (Haute-Saintonge du 21/10/2016). La participation a été importante avec la présence d'environ 30 personnes dont quelques élus. La réunion a fait l'objet d'un compte-rendu.
- **2^{ème} réunion publique le 04/07/2019** : complément de l'exposition et présentation des évolutions apportées au PADD et des pièces réglementaires (zonage, OAP, règlement). La réunion a été annoncée par avis distribué dans les boîtes aux lettres et par un entrefilet dans la presse locale (Haute-Saintonge du 28/06/2019). La participation a été assez importante avec la présence d'une vingtaine de personnes dont quelques élus. La réunion a fait l'objet d'un compte-rendu consultable en mairie.

De plus, se sont tenues **deux réunions avec les acteurs locaux** :

- 1^{ère} réunion le 12/04/2015 : réunion d'information et collecte de renseignements à destination du **monde agricole**.
- 2^{ème} réunion le 12/04/2015 : réunion d'information et collecte de renseignements à destination du **tissu économique**.

Elles ont fait l'objet d'un compte-rendu.

Parallèlement plusieurs réunions PPA ont eu lieu. Les avis notamment du conseil général, de la DDTM, de l'ABF, de la communauté de communes de Haute-Saintonge porteuse du projet de SCOT et de la Chambre d'Agriculture ont été sollicités au fil de l'élaboration du PLU. Leurs remarques ont été prises en compte au fur et à mesure de l'élaboration du projet.

En outre, des informations ont été diffusées régulièrement dans le **bulletin municipal** tout au long de l'étude.

Pour le présent bilan a été repris l'ensemble des observations, demandes ou propositions qui sont du domaine du PLU et pour lesquelles celui-ci peut apporter une réponse. N'ont pas été reprises les observations, demandes ou propositions qui, tout en étant justifiées et pertinentes, ne sont pas du ressort d'un PLU. Elles pourront faire l'objet d'études complémentaires ou d'actions développées parallèlement au PLU.

BILAN DE LA CONCERTATION

Présentation des questions abordées et de la manière dont elles ont été prises en compte dans le cadre du PLU :

- 9 remarques d'ordre général
- 5 remarques d'ordre particulier

Questions d'ordre général :

Issues de la 1^{ère} réunion publique :

➤ ***1- Une étude environnementale a déjà été réalisée dans le cadre du remembrement ? Les éléments de cette étude ont-ils été repris ? Quelle est l'utilité d'une nouvelle étude environnementale ?***

L'évaluation environnementale est une démarche qui accompagne l'élaboration d'un PLU pour toutes les communes ayant un site Natura 2000 sur son territoire. Il s'agit d'un cadre réglementaire auquel il n'est pas possible de se soustraire.

Cette étude ne peut être redondante avec celle élaborée dans le cadre d'un remembrement car l'objectif n'est pas le même. Il s'agit là d'évaluer les incidences que le projet de développement aura sur l'environnement. Quels impacts la construction sur certains terrains aura sur l'environnement ? Il s'agit de qualifier ces impacts et s'il y a lieu, de réfléchir aux manières de les éviter, réduire et en dernier recours de les compenser.

Le chargé d'études précise qu'il prendra connaissance des éléments de l'étude sur le remembrement de manière à enrichir son diagnostic mais surtout à voir si certaines préconisations ne peuvent pas être traduites réglementairement au niveau du PLU.

Par exemple, suite au remembrement, des haies ont été plantées par la commune. Celles-ci sont définies comme à préserver dans le cadre du PADD.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Les haies à préserver ou plantées en application de l'étude environnementale réalisée dans le cadre du remembrement ont été repérées dans le projet de PLU au titre du L 151-23 afin d'être préservées.

➤ ***2- Quelle est la marge de manœuvre de la commune étant donné qu'un SCOT est en cours d'élaboration ?***

La commune a l'obligation d'avoir un PLU en accord avec le SCOT. Celui-ci définit des orientations à une échelle supra-communale qui doivent être retranscrites à l'échelle communale lors de l'élaboration d'un PLU. Celui de la Haute-Saintonge est en cours d'élaboration. Si le PLU est approuvé avant le SCOT, la commune aura un délai de 3 ans, si nécessaire, pour le mettre en compatibilité.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

L'élaboration du PLU s'est faite en prenant en compte celle du SCOT. Aucune suite n'est à donner.

➤ **3- N'est-ce pas contradictoire de vouloir accueillir de nouvelles familles en respectant les caractéristiques du milieu rural et en même temps diminuer les superficies moyennes ouvertes à l'urbanisation ?**

L'objectif est de diminuer l'étalement urbain et le mitage du milieu rural afin de préserver les espaces naturels et agricoles.

En outre, lorsque l'on regarde le tissu urbain ancien, on se rend compte qu'il est très souvent plus dense que le tissu pavillonnaire. Fontaines d'Ozillac ne fait pas exception. Le pavillon au milieu de la parcelle n'est pas une caractéristique traditionnelle du milieu rural. Le bâti isolé correspond à d'anciennes fermes agricoles qui étaient implantées au milieu de la propriété. Dans le bourg et les noyaux anciens, les constructions sont très souvent implantées en accroche à la voirie ou en mitoyenneté.

Aujourd'hui, la demande en terrain à bâtir évolue. Les contraintes financières mais également l'évolution des modes de vie poussent les futurs propriétaires à rechercher des terrains d'une superficie moyenne qui diminue.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Aucune suite n'est à donner.

Issues de la 2^{ème} réunion publique :

➤ **4- Pourquoi ne pas combler les interstices également dans les villages ?**

Cette option a été étudiée en réunion de travail, notamment pour les villages les plus importants qui se sont développés récemment. L'objectif aurait été de stopper le mitage de l'espace agricole en permettant d'intensifier l'enveloppe urbaine d'un ou deux villages en complément du bourg.

Les villages les plus importants se sont développés au coup par coup. Ils ne sont pas structurés autour d'espaces ou équipements publics (pas de placette, d'éclairage public, d'aménagement des trottoirs...) Si les réseaux d'eau et d'électricité sont présents, ce qui est problématique sur Fontaines d'Ozillac est le déficit de la couverture en matière de défense incendie.

La commune bénéficie d'un bourg qui concentre des équipements et services de base et qui vient d'être réaménagé de façon à sécuriser les déplacements et à valoriser le patrimoine et le cadre de vie de ses habitants. Les réseaux y sont présents ainsi que la

défense incendie avec un poteau et l'implantation il y a quelques années d'une citerne enterrée. Aussi, la municipalité a privilégié dans l'immédiat le développement urbain du bourg afin de limiter les nouveaux investissements. Ce choix permet d'optimiser les investissements faits et d'assurer une fréquentation et une utilisation des équipements et services existants.

Cet objectif de recentrer le développement sur le bourg est en accord avec les orientations du SCOT de la communauté de communes de Haute Saintonge en cours de réalisation. Celui-ci cadrera le développement sur l'ensemble de son territoire.

Cette option a été prise en n'écartant pas la possibilité, dans quelques années lors d'une révision du PLU, de compléter le développement du bourg par celui de quelques villages qui auront entre temps été structurés et équipés, notamment par un système de défense incendie.

Mme le Maire précise que la commune a d'ores et déjà lancé la réalisation d'un schéma communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI). Un tout premier état qui va être affiné et retravaillé fait apparaître un besoin d'implantation de 18 points. Cela va avoir un impact sur le budget communal et sera à programmer dans le temps en fonction de l'importance des risques.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Ce choix n'était pas encore tranché lors de la 1^{ère} réunion publique, les élus voulant d'abord recueillir les avis des habitants. Il n'a pas été remis en cause, ni lors de la 1^{ère} réunion publique, ni par la suite sur le registre ouvert en mairie. Cela a conforté l'équipe municipale à continuer à travailler dans ce sens. L'élaboration en parallèle du SCOT a également conforté les élus dans le sens. Suite à la 2^{ème} réunion publique, les élus ont réexaminé l'armature urbaine de la commune. Sans modifier les objectifs généraux de recentrer le développement urbain sur le bourg et de préserver l'espace agricole, les hameaux les plus importants mais non structurés et non desservis par la défense incendie sont délimités en Ab. Ce zonage facilitera l'adaptation de l'habitat mais également des constructions d'activités existantes. La densification ne sera pas autorisée afin de rester en accord avec les caractéristiques de ces espaces bâtis et les réseaux existants.

➤ **5- Comment renouveler la population si on limite autant les zones constructibles ?**

L'enveloppe à ouvrir à l'urbanisation a été dimensionnée en fonction des objectifs démographiques, en compatibilité avec les orientations du SCOT.

En parallèle de l'ouverture à l'urbanisation, le PLU incite au réinvestissement des logements vacants et au changement de destination.

En outre, la commune présente un parc locatif assez significatif pour une commune rurale (environ 20% du parc immobilier). La préservation de ce parc permet de maintenir un certain renouvellement de population sans ouvrir de zone à l'urbanisation.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Aucune suite n'est à donner.

➤ ~~6- Je suis propriétaire terrien et je ne vais pas pouvoir donner un terrain constructible à chacun de mes 3 enfants ?~~

L'objectif du PLU, mais également de la réglementation nationale, est de préserver l'espace agricole, de stopper le mitage de l'espace agricole et d'éviter de multiplier les conflits de voisinage entre agriculteurs et nouveaux résidents.

La somme des intérêts particuliers ne constitue pas un projet d'intérêt général.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Aucune suite n'est à donner.

➤ **7- Avec la restriction de l'usage des pesticides et autres traitements, aujourd'hui dans une bande autour des équipements public (écoles...) , demain peut-être autour de toute habitation, que va devenir cette bande où les cultures ne seront plus possibles si on n'y autorise pas les constructions ?**

Si nous y autorisons des habitations, il faudrait d'autant reculer la zone sans traitement, réduisant et grignotant davantage l'espace agricole.

Lorsque nous regardons vos villages, nous nous rendons compte qu'il y a bien souvent un espace composé de jardins (jardins d'agrément, potagers, vergers...) qui fait naturellement une transition harmonieuse entre espace résidentiel et espace agricole. Peut-être que la bande sans traitement pourrait permettre de reconstituer ces fanges naturelles ?

Dans le cadre des OAP, des plantations sont imposées entre espaces ouverts à l'urbanisation et espace agricole afin d'éviter les conflits de voisinage.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Aucune suite n'est à donner.

➤ **8- Chez Fillou, de l'autre côté de la voie ferrée, qu'est-il prévu ?**

La voie ferrée constitue une limite et une barrière. Ainsi, le bourg étant situé à l'est de celle-ci, le développement urbain des écarts situés à l'ouest est stoppé.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Aucune suite n'est à donner.

Issues du registre :

➤ **9- Remarque n°6 du registre : Mme SAVARD et M. CRAMPE (09/07/2019) : deux observations sont essentiellement faites :**

- **Le choix de développer la commune seulement au niveau du bourg est remis en cause :**

- *Il risque de stopper ou altérer le développement de la commune si les propriétaires ne sont pas vendeurs ou si les terrains sont jugés peu attractifs du fait de la proximité de la voie ferrée.*
 - *Pourquoi ne pas permettre le développement des petits villages déjà structurés en prenant en compte les interstices libres qui sont desservis par les réseaux (eau, électricité et téléphone). Cela permettrait de renforcer le lien intergénérationnel.*
 - *Cette option condamne irrémédiablement les villages de la commune à mourir lentement.*
 - *Cette option interdit à de nombreuses personnes de léguer, de vendre ou de construire sur leur propriété ; ce qui représente une perte financière.*
 - *Il est proposé de densifier le bourg dans une moindre mesure et en complément d'autoriser le développement urbain à l'intérieur de certains petits villages sans repousser les limites extérieures de ces villages pour ne pas empiéter sur les terres agricoles cultivées.*
 - *Il est demandé aux élus de réfléchir à la défense incendie et d'intégrer cette réflexion dans le projet de PLU.*
- *La délimitation d'une zone de développement économique aux Terres du Frêne semble incohérente et engendre des inégalités de traitement entre les propriétaires.*

Le choix de recentrer le développement urbain sur le bourg a été mûrement réfléchi.

La commune n'ayant pas de réserve foncière son développement se fera forcément sur des terrains privés indépendamment de leur localisation. Le désir des propriétaires est aussi aléatoire au niveau d'un bourg que dans les villages c'est pourquoi le projet de PLU a été bâti sur des principes d'intérêt général et non sur la somme d'intérêts particuliers.

Ce choix n'était pas encore tranché lors de la 1^{ère} réunion publique, les élus voulant d'abord recueillir les avis des habitants. Il n'a pas été remis en cause, ni lors de la 1^{ère} réunion publique, ni par la suite sur le registre ouvert en mairie.

Cela a conforté l'équipe municipale à continuer à travailler dans ce sens. En effet, outre le fait d'être en accord avec les réglementations nationales et les documents supra-communaux, notamment le SCOT qui prévoit de conforter en priorité les bourgs, il présente plusieurs avantages par rapport au fait de permettre de conforter l'intérieur de petits villages. Les petits villages diffus sur le territoire communal ne sont pas structurés autour de véritables noyaux urbains : aucun espace public, aucune réflexion pour faciliter les déplacements doux (pas de trottoirs, pas d'éclairage public, abris bus ...) et la couverture pour la défense incendie est globalement insuffisante.

Aussi l'équipe municipale a opté pour recentrer l'urbanisation d'abord au niveau du bourg afin d'optimiser les investissements faits ces dernières années (citerne incendie enterrée, aménagement sécuritaire et qualitatif de la traversée du bourg, aménagement de la bibliothèque...). Rapprocher les futurs habitants des services et équipements

présents sur la commune est vital pour maintenir la vie communale, le milieu associatif, lutter contre l'isolement et favoriser les liens intergénérationnels. En parallèle, le fait de ne pas ouvrir de terrains à l'urbanisation dans les villages a l'intérêt d'inciter au réinvestissement des logements vacants et à la réutilisation du patrimoine bâti.

Cette option permet de relancer la croissance de la commune immédiatement sans peser sur son budget. Elle permet également à la collectivité de gérer dans le temps l'ouverture à l'urbanisation de quelques villages en prévoyant les aménagements nécessaires pour accueillir de nouvelles familles dans de bonnes conditions. L'évolution du PLU pourra alors se faire après leur mise en place.

Dans ce but, la municipalité a d'ores et déjà entamé une réflexion globale sur la défense incendie en lançant la réalisation d'un schéma communal de DECI. Il n'est pas encore assez avancé pour le prendre en compte dans le projet de PLU.

Concernant la stratégie de développement économique de la commune, elle est principalement de préserver l'activité agricole. Le deuxième axe est de maintenir la mixité des fonctions dans le bourg et de préserver les activités existantes sur leur emprise sur le reste du territoire et dans un troisième axe de favoriser l'offre touristique. Le zonage a été bâti à partir d'un diagnostic réalisé sur les activités présentes sur la commune. L'envoi d'un questionnaire à chaque entreprise connue et la réalisation d'une réunion spécifique ont permis de mieux connaître les perspectives d'évolution de chacun et leurs projets. La délimitation du secteur Ax aux Terres du Frêne découle de ce diagnostic. Il ne s'agit pas d'un secteur urbain comme pour le silo mais d'un STECAL (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées). Ainsi seules les constructions en lien avec l'activité présente seront autorisées, en aucun cas de l'habitat. L'activité est une activité en lien avec la vocation de la zone où elle s'insère. Les constructions autorisées seront limitées en terme d'emprise au sol et de hauteur. Elles permettront de mettre à l'abri le matériel et les stocks.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Parallèlement à la délimitation du hameau La Grignotte/Chez Savarit en Ab, les élus ont décidé de réduire en surface le secteur Ax, pour permettre seulement la réalisation des constructions nécessaires à la pérennisation de l'activité d'attelage.

Questions d'ordre particulier :

Il s'agit principalement de demandes concernant la mise en zone constructible de parcelles formulées sur le registre :

• 1- M. JOUSSEAUME (09/02/2015) : Barbegillet, parcelles ZM 35 et 4. Il souhaite que ces parcelles deviennent constructibles.

Ces parcelles dont la superficie totale est de plus de 4 ha sont à vocation agricole, en continuité de Barbegillet. Leur ouverture à l'urbanisation remettrait en cause l'équilibre de l'armature urbaine de la commune en allant à l'encontre des objectifs du PADD, notamment de recentrer l'urbanisation au niveau du bourg et de prévoir à plus de 40% un développement en comblement d'interstices.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Il n'a pas été considéré comme possible de répondre favorablement à cette demande.

● **2- M. ROUSSEAU (9/03/2015) : Chez Savarit, parcelles YC 59 et 60. Il souhaite que ces parcelles deviennent constructibles.**

Chez Savarit est l'un des villages proches du bourg qui a connu un développement urbain significatif ces dernières années. Les parcelles en question couvrent une surface d'environ 3100m². Elles sont situées en extension du village et cultivées (déclaration PAC 2017). L'urbanisation de ces parcelles contribuerait à accentuer l'urbanisation linéaire d'un village, grignotant l'espace agricole ; ce qui va à l'encontre des orientations retenues au niveau du PADD.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Il n'a pas été considéré comme possible de répondre favorablement à cette demande.

● **3- M. HABERT (31/03/2015) : Le Perroquet, parcelle ZL 3. Il souhaite que cette parcelle devienne constructible.**

Il s'agit d'une très grande parcelle (4 ha) à vocation agricole (PAC 2017) qui relie le sud du bourg à Perroquet, habitat isolé. Le développement urbain de Perroquet ne serait pas en accord avec le projet de PADD. Le projet de PLU prévoit de conforter le bourg en comblement d'interstices et dans son cœur de façon à rentabiliser les investissements faits. La partie sud du bourg n'a pas été intégrée dans le projet de réaménagement du bourg. Aussi, dans ce secteur, la collectivité a opté seulement pour le comblement des interstices. L'ouverture à l'urbanisation dans ce secteur en extension sur l'espace agricole irait à l'encontre des objectifs du PADD, notamment de la préservation de l'espace agricole.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Il n'a pas été considéré comme possible de répondre favorablement à cette demande.

● **4- M. LOCUSSOL (23/05/2015) : Barbegillet, parcelles ZM 145, 95 et 143. Il souhaite que ces parcelles qui totalisent une superficie de 1078 m² au milieu du village soient constructibles.**

Ces parcelles situées au milieu du village permettraient d'intensifier la zone urbaine de Barbegillet. Aucune défense incendie n'est présente dans le village. Le PADD prévoit de recentrer le développement urbain au niveau du bourg où les équipements sont suffisants pour accueillir immédiatement et dans de bonnes conditions de nouvelles familles.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Il n'a pas été considéré comme possible de répondre favorablement à cette demande.

● **5- Mme VEYSSIERE (15/01/2017) : Chez Fillou, parcelle ZD 65. Elle souhaite que cette parcelle devienne constructible, au moins en face des constructions déjà existantes.**

La limite sud de la zone urbaine de Fief du Breuil/chez Fillou est constituée par la voie communale n°3. Au sud s'étend un vaste espace agricole auquel se rattache la parcelle en

AR PREFECTURE

017-211701636-20191015-20191002-DE

Regu le 23/10/2019

question. Celle-ci d'une superficie d'1ha est déclarée à la PAC 2017. L'ouverture à l'urbanisation de cette espace accentuerait le mitage et irait à l'encontre de l'objectif du PADD de préserver l'espace agricole.

Suite donnée dans le cadre de l'élaboration du PLU :

Il n'a pas été considéré comme possible de répondre favorablement à cette demande.

AR PREFECTURE

017-211701636-20191015-20191002-DE
Regu le 23/10/2019

CONCLUSION

La concertation s'est déroulée tout au long de la procédure d'élaboration du PLU de sorte que la population a pu suivre de manière continue l'évolution de la procédure.

Sur la forme, l'ensemble des modalités définies dans la délibération du 20 juin 2014 a été respecté. Elles ont permis une bonne information du public et ont donné les moyens pour les habitants qui le souhaitaient de s'exprimer.

Sur le fond, les remarques de la population ont été, chaque fois que possible, prises en compte par le PLU.

AR PREFECTURE

017-211701636-20191015-20191002-DE
Regu le 23/10/2019

ANNEXES

Panneaux d'exposition

Avis/Invitation réunions publique

Articles de presse invitant aux réunions publiques

Extraits des bulletins municipaux

AR PREFECTURE

017-211701636-20191015-20191002-DE
Reçu le 23/10/2019

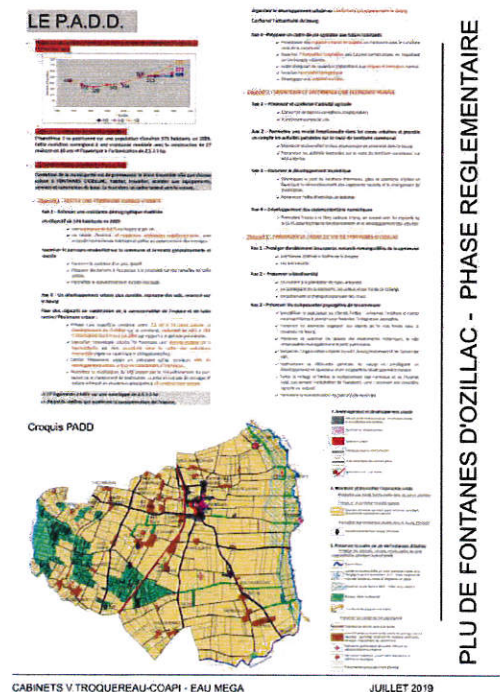
Panneaux de l'exposition affichés en mairie ou à la bibliothèque :



Panneau présentant le PADD, modifié en juillet 2019

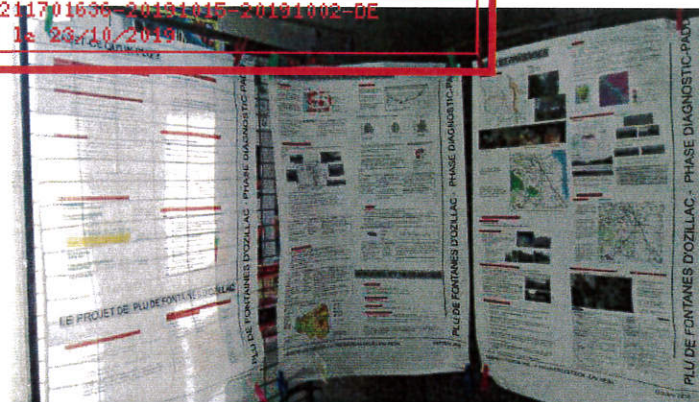


Panneaux affichés à la bibliothèque pendant les travaux de la mairie



AR PREFECTURE

017-211701636-20131015-20191002-DE
Reçu le 23/10/2019



Exposition complétée le 4 juillet 2019, affichée à la mairie jusqu'au 15 octobre 2019



Avis/Invitation aux réunions publiques distribués dans les boîtes à lettre

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME
ARRONDISSEMENT DE JONZAC

MAIRIE

FONTAINES D'OZILLAC

2 Rue Saint Laurent

17500

☎ 05 46 70 67 45

☎ 05 46 70 66 17

fontaines-ozillac@wanadoo.fr

Fontaines d'Ozillac, le 17 octobre 2016

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME
ARRONDISSEMENT DE JONZAC

MAIRIE

FONTAINES D'OZILLAC

2 Rue Saint Laurent

17500

☎ 05 46 70 67 45

☎ 05 46 70 66 17

fontaines-ozillac@wanadoo.fr

Fontaines d'Ozillac, le 21 juin 2019

Invitation réunion

Madame, Monsieur,

Dans le cadre du projet de l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (P.L.U.), vous êtes invités à participer à une première réunion publique d'information, animée par les bureaux d'études V. Troquereau-CECM et Eau-Méga, qui aura lieu :

Mercredi 26 octobre 2016 à 19 h 00 à la salle des Fêtes

Ce sera l'occasion de vous expliquer la démarche d'élaboration du P.L.U. avant de vous présenter et d'échanger sur :

- le diagnostic
- les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.)

Cette réunion présentera l'exposition P.L.U. qui sera ensuite visible en Mairie aux heures habituelles d'ouverture. Elle sera alors accompagnée d'un registre mis à disposition du public afin de recueillir vos observations.

Vous remerciant de votre présence, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le Maire,
Danielle GIRAUDAU

Invitation réunion publique DANS LE CADRE DU P.L.U.

Madame, Monsieur,

Afin de vous faire part des avancées du Plan Local d'Urbanisme (PLU) engagé depuis 2014, le Conseil Municipal de Fontaines d'Ozillac vous invite à une réunion publique qui aura lieu :

Jeudi 4 juillet à 18 h 30 à la salle des fêtes

Il s'agit d'une deuxième réunion d'information au cours de laquelle les évolutions du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) vous seront présentées ainsi que les documents réglementaires (zonage, règlement, Orientations d'aménagement et de programmation).

Il s'agit également d'un moment d'échanges entre la population et l'équipe municipale qui travaille à l'élaboration du PLU, animé par Madame Troquereau, chargée d'études. Vous pourrez faire part de vos remarques et poser vos questions.

Cette réunion sera complétée par des panneaux d'exposition. Ils seront ensuite visibles en Mairie aux heures d'ouverture de celle-ci. Un registre y est toujours à votre disposition pour recueillir vos observations.

Le Maire,
Danielle GIRAUDAU

Articles de presse invitant aux réunions publiques

JONZAC & sa région

AGENDA

JONZAC, Médiathèque

Science et magie dans le même chapeau

Vendredi 21 octobre 2016
HAUTE SAINTONGE n°43

JONZAC

AGENDA

La zone 30 km/h en centre-ville rythme de croisière

Vendredi 28 juin 2019
HAUTE SAINTONGE n°26

JONZAC

AGENDA

«Inner-Wheel» vient en aide à des orphelins

JONZAC

AGENDA

Des galets points du phénomène love on the rocks arrivent

SAINT-SIMON

AGENDA

Fête au plan d'eau

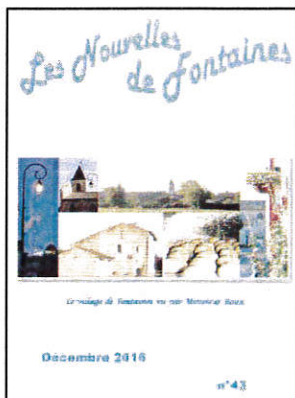
Fontaines-d'Ozillac

REUNION PUBLIQUE

Mardi 26 octobre, 19h, salle des fêtes

Reunion d'information dans le cadre du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU), animée par le Bureau d'études Y. Trigueureau CECM et Eau-Méga.

Exemples d'extraits de bulletins municipaux



Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

Le 26 octobre 2016, une réunion publique a eu lieu afin de présenter la démarche d'élaboration du P.L.U. et d'échanger sur le diagnostic et les grandes orientations du Projet d'aménagement et de Développement Durable (PADD). Ce PADD sera ensuite présenté aux différents concessionnaires des réseaux et P.P.A. (Personnes Publiques Associées). Puis il sera validé. Le travail sur le zonage pourra alors débuter.

⇒ voir page suivante le plan du PADD

